

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 66
JEUDI 25 JUIN 1970

CONTRE LE POUVOIR ET TOUS SES COMPLICES :

UNION ET ACTION CONTRE LA RÉPRESSION !

LARRONS EN FOIRE.

Ballanger, parlementaire « communiste » (de nos jours, comment peut-on être à la fois parlementaire et communiste ? Mais c'est une autre histoire...), Ballanger, donc, président de son groupe à l'Assemblée Nationale, devisait amicalement avec le président de la République. Il se plaignait que Frey fit des difficultés pour laisser la fête de l'Humanité se dérouler à Vincennes. L'autre le tranquillisa de son mieux : « VOUS SAVEZ BIEN QUE JE NE VOUS AI JAMAIS RIEN REFUSE... MEME PAS UNE LOI ANTI-CASSEUR. »

Ballanger dira pour sa défense que les paroles de Pompidou étaient perfides, que la courtoisie bonhomme de son hôte cachait une flèche. C'est vrai. Mais pourquoi diable Ballanger s'y était-il exposé ? Que faisait le prétendu représentant du prolétariat à la mondaine réception du président de la République, le commis au pouvoir de la bourgeoisie monopoliste ? Il s'y sentait d'ailleurs fort à l'aise : « C'est en compagnie de M. Gosnat, autre député communiste, nous dit la presse, que MM. Ballanger et Frey, apparemment réconciliés, ont poursuivi cette conversation. » Camarades, vous rappelez-vous, quand, en mai 1958, nos sections nous mobilisaient pour aller, les mains nues, il est vrai, combattre les matraques et les mitraillettes du pouvoir gaulliste naissant ? Auriez-vous imaginé alors qu'un jour, vos députés « communistes » iraient boire le champagne en compagnie de Frey chez Pompidou ?

Mais si le trait de Pompidou a atteint Ballanger, c'est qu'il n'y a que la vérité qui blesse. Oui, la loi anti-casseur est l'aboutissement d'une longue campagne orchestrée par le P. « C. » F. : condamnation, comme excès gauchistes, dans l'Humanité, dès mai 1968, des barricades où combattaient côte à côte jeunes ouvriers et étudiants, plus récemment dénonciation de la violence révolutionnaire baptisée « fascisme de gauche », demande au pouvoir, par le Bureau national du S.N.E.-Sup, aux mains du P. « C. » F. de l'interdiction de la Gauche Prolétarienne. On imagine qui, déjà en juin 1968, avait pu demander au gouvernement la dissolution du P.C.M.L.F., la seule véritable organisation communiste : autant de satisfactions promptement accordées par le gouvernement au P. « C. » F. C'est bien vrai que Pompidou et son équipe ne refusent rien au parti de Ballanger : comment pourrait-il en être autrement ? C'est le P. « C. » F. qui désigne à la bourgeoisie les cibles sur lesquelles frapper.

ÉDITORIAL

C'en est assez ! Quand l'averse fera-t-elle enfin déborder le vase ? Dressez, depuis deux ans, mois par mois, semaine par semaine, un état du nombre de militants ou supposés tels arrêtés, inculpés, condamnés : vous constaterez une progression quasi géométrique. Notez les prétextes invoqués : distribution illégale de tracts, affichage interdit, dégradation de monument public, rébellion à agents, atteinte au moral de l'armée, reconstitution de ligue dissoute ; vous verrez clairement qu'il s'agit d'interdire toute forme de liberté d'expression à quiconque n'est pas assuré en « démocratie » bourgeoise du droit à la parole par la possession de capitaux. Recensez les condamnations prononcées, les fortes amendes, les lourdes peines de prison pour ce que, juridiquement, on appelle « délit mineur » et qui, venant d'autres que des opposants, ne serait même pas sanctionné ; songez aux « mauvais » manifestants révolutionnaires que la police matraque et aux « bons » manifestants fascistes que la police protège et vous comprendrez que : « deux poids, deux mesures », telle est la devise de la justice bourgeoise. Examinez les démonstrations sur lesquelles les tribunaux s'appuient pour prononcer leur sentence ; pensez à ces étudiants de Nanterre récemment condamnés pour avoir participé aux affrontements avec la police en mars dernier et aux « preuves » produites : « c'étaient des militants révolutionnaires notoires », l'opinion est donc devenue délit puisque source de condamnation ; on les a « reconnus » sur des photographies, mais comme un truquage peut toujours faire apparaître n'importe qui sur une photographie, si, désormais on admet en justice de telles pièces à conviction, n'importe qui peut être envoyé en prison sans l'ombre d'une preuve ; d'ailleurs ce n'étaient pas tellement les accusés que l'on reconnaissait mais leurs vêtements, ensuite retrouvés chez eux lors de perquisitions ; que quiconque ne s'habille pas sur mesure et porte des vêtements de confection se le tienne pour dit : il est en danger. La justice a toute honte bue, elle n'essaie même plus de cacher que les représentations de ses palais ne sont que des farces sinistres.

La fascisation s'accélère. Les symptômes les

plus divers se multiplient : Lévy-Leblond, professeur inculpé sur plainte du doyen Zamansky pour avoir osé dénoncer la présence de la police dans sa faculté et suspendu par le ministre de l'Éducation Nationale ; deux étudiants de médecine condamnés à six et huit mois de prison pour inscription sur le pont de Choisy ; le film chinois l'**Orient Rouge** victime d'une interdiction préfectorale dans les Yvelines ; la provocation de troubles entre communautés juive et musulmane à Belleville, en juin 70 comme en juin 68, pour donner libre cours à la répression et au racisme. Le sort fait au journal **la Cause du Peuple** représente peut-être le plus bel exemple d'ignominie. On arrête et condamne ses directeurs — fait déjà exorbitant. On dissout le groupement dont il est l'organe. On feint d'autoriser pourtant le journal mais on ordonne la saisie successive de chacun de ses numéros. On en profite pour arrêter systématiquement ses diffuseurs et les inculper de maintien de ligue dissoute : c'est d'un illogisme flagrant puisqu'en interdisant la **Gauche Prolétarienne** et en laissant paraître **la Cause du Peuple** on dissociait les deux ; c'est un piège à répétition commode pour emprisonner des militants révolutionnaires.

Où va-t-on ? Après avoir suscité dans sa police de fausses menaces de grève, le pouvoir lui promet une augmentation de ses traitements et de ses effectifs. L'indifférence serait criminelle. Le recul devant l'intimidation également. La classe ouvrière, que la répression, qui s'abat sur ses alliés ou sur ses propres membres, vise fondamentalement — le sens fondamental de la répression réside dans le maintien de l'exploitation des ouvriers par la bourgeoisie —, la classe ouvrière doit promptement se mobiliser et répudier les dirigeants révisionnistes qui ont appelé en plus d'une occasion cette répression et s'en font constamment les complices. Toutes les victimes actuelles ou virtuelles de la répression doivent se grouper autour de la classe ouvrière. Il faut savoir reconnaître que le recours par le pouvoir à la terreur trahit sa propre frayeur, est le réflexe symptomatique d'une force réactionnaire au seuil de sa perte.

Elections britanniques :

Honteux comme un renard qu'une poule aurait pris

Tel est Wilson au soir des élections britanniques. Il avait avancé ces élections de dix mois car les instituts de sondage lui promettaient pour maintenant une brillante victoire. Il était assez naïf pour les croire ; il ignorait apparemment que de tels sondages, dont les méthodes n'ont que de lointains rapports avec les sciences exactes, n'ont, en mettant les choses au mieux, qu'une chance sur deux de se tromper ; il ignorait que les instituts de sondage produisent plus volontiers les résultats pour lesquels on les a payés que ceux qui résulteraient d'une analyse scientifique qu'ils sont incapables de pratiquer. Comme les hommes d'Etat peuvent être naïfs !

Wilson et ses sondeurs avaient négligé deux éléments. Le premier, il est vrai qu'on ne pouvait l'avancer sans crime de lèse-Wilson : le dégoût croissant des jeunes ouvriers pour l'électoralisme et pour un prétendu socialisme qui n'offre aux masses qu'austérité à l'intérieur, alignement sur l'impérialisme yankee à l'extérieur. Pouvaient-ils croire que, dans un pays où les grèves sauvages ont causé tant de souci aux loyaux gérants du capitalisme qu'étaient les gouvernants travaillistes, on irait aux urnes avec tant d'enthousiasme ? En second lieu, Wilson a sous-estimé l'écho trouvé dans la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière par la propagande raciste d'un Enoch Powell, dirigeant conservateur qui veut mettre à la porte du Royaume-Uni les travailleurs immigrés (nonobstant - ô ironie du colonialisme ! - leur qualité de citoyens du Commonwealth) : le grand nombre de voix recueillies en

Suisse par la proposition Schwarzenbach qui tendait aux mêmes fins dans une situation politique et économique analogue (mythe d'une forte tradition démocratique, importance de la main-d'œuvre immigrée, crainte à plus ou moins longue échéance d'une récession économique) aurait dû mettre la puce à l'oreille de M. Wilson.

Qu'il se console. Le programme de son successeur ménagera à ce dernier des lendemains qui déchantent. Doutons qu'Heath réussisse là où Wilson a échoué : à réglementer le droit de grève, c'est-à-dire à le laisser au seul pouvoir de décision des dirigeants syndicaux pourris. A l'extérieur, l'appui promis aux Unionistes d'Irlande du Nord, représentants du capitalisme anglais oppresseur, le maintien des troupes britanniques à l'Est d'Aden au-delà de 1971, la réconciliation avec les racistes de Rhodésie propre à faire éclater le Commonwealth, l'alignement toujours aussi inconditionnel derrière l'impérialisme américain sont autant de nuages qui risquent de dégénérer en tempête.

Quant au peuple britannique, le passage d'un gouvernement de gauche, faisant une politique de droite, à un gouvernement de droite pratiquant la même politique ne pourra que l'aider à se libérer des mythes et rejeter ses illusions. Wilson ou Heath, Johnson ou Nixon, Brandt ou Kiesinger, Duclos ou Pompidou, Chaban-Delmas ou Servan-Schreiber, c'est, comme disait si finement l'un d'eux, bonnet blanc ou blanc bonnet. Les travailleurs s'en rendent compte de plus en plus, c'est pourquoi le règne de la bourgeoisie approche de sa fin.

CANNES :

ECHEC
à la REPRESSION

Comme tous les dimanches matin le C.D.H.R. de Cannes diffusait le 15 juin l'Humanité Rouge dans la rue grande, à côté du marché Forville.

Tout se déroulait normalement lorsqu'à 11 heures une fourgonnette de la police arriva avec l'intention d'embarquer tout le monde et d'empêcher ainsi la diffusion de la presse marxiste-léniniste.

Dès que les flics furent sortis du véhicule, il y eut aussitôt un attroupement, et des cris d'indignation commençaient à fuser de la foule : « vous n'avez pas le droit », « laissez-les vendre », un ouvrier fut malmené par les policiers qui lui demandèrent de passer chemin et de se mêler de ses affaires. Il répondit en criant que les vendeurs d'H.R. défendaient la classe ouvrière et que cela le regardait et qu'eux défendaient le capital et cria « valets du capital ». Les flics demandèrent alors aux diffuseurs de donner leurs cartes d'identité : ils refusèrent en criant et en expliquant à la foule pourquoi les flics étaient là. Les flics prirent alors les papiers d'un passant qui était intervenu et qui criait qu'il se porterait témoin pour dire que les flics avaient illégalement bousculé l'ouvrier. Voyant cela les diffuseurs lancèrent alors les mots d'ordre : « A bas la répression », « Liberté d'expression » mots d'ordre qui furent repris par plusieurs personnes. Les flics affolés n'ont plus su quoi dire et ont été obligés de partir.

Loin d'atteindre son but, cette manœuvre d'intimidation n'a fait au contraire que

En avant vers les 15 millions

	Total précédent		
Deux fonctionnaires	Paris 12 ^e	140 795,66 F	
Un militant du P.S.U. sympathisant H.R.	Bordeaux	50 F	F
C.P.	Choisy-le-Roi	5 F	F
J.S.	Paris	70 F	F
J.F.	St-Denis-les-Bourg	20 F	F
C.D.H.R.	Noisy-le Sec	200 F	F
Un ouvrier	Champigny	100 F	F
Une sympathisante	Saint-Maurice	5 F	F
C.D.H.R. (juin)	Strasbourg	6 F	F
C.C.	Strasbourg	80 F	F
C.D.H.R.	Aix-en-Provence	5 F	F
	Grignon	103 F	F
	Total	141 439,66 F	

Secours Rouge

	Total précédent		
C.D.H.R.	Toulouse	5 009,90 F	
J.P.C.	Tarbes	55 F	F
Un exilé politique		4 F	F
Un militant P.S.U. sympathisant H.R.	Bordeaux	4 F	F
J.P.P.	Rue	5 F	F
C.D.H.R.	Perpignan	20 F	F
S.P.	Paris 19 ^e	16 F	F
C.D.H.R.	St-Maur	100 F	F
C.D.H.R.	Clermont	10 F	F
		111 F	F
		5 335,90 F	
	Pour les camarades Thiriot et Rey de Lyon ayant perdu leur travail à la suite de leur procès.		
		600 F	F
		Retrait 2 x 300 F	
	Total	4 735,90 F	

doubler la vente du journal, et permis une prise de conscience des gens qui passaient.

— Les flics n'ont pu nous chasser du marché.

Ils peuvent revenir plus nombreux, nous serons encore plus déterminés et liés à la population.

C.D.H.R. Cannes.

La « Nouvelle Société »
Pompidou-Chaban :
une société d'escrocs

Nous apprenons en dernière minute qu'à Noisy-le-Sec, la nouvelle « Société Chaban-Delmas des escrocs associés » est entrée par effraction avec ses valets de service (huissiers, flics et « acheteurs-bidon ») pour voler le matériel d'un radio-électricien qui devait de l'argent à la Sécurité Sociale. Ils sont intervenus à dix en commando. L'opération a duré vingt minutes, pour éviter toute mobilisation de masse. Le pouvoir aux abois se démasque de plus en plus. Organisons-nous contre la fascisation du système.

(Article suivra la semaine prochaine).

A l'heure où nous mettons en page, nous n'avons toujours pas reçu un article que nous attendions sur la grève à l'usine Perrier de Vergèze (Gard). Nous le passerons la semaine prochaine.

PROVOCATIONS POLICIERES
CONTRE LA DEUXIEME CONFERENCE CHEMINOTE !

Le dimanche 21 juin se tenait au siège du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (M.R.J.C.), 6, rue Henner, Paris 9^e, une conférence nationale cheminote organisée par le Comité d'Initiative National Cheminots pour la création et la coordination des comités de base.

Cette réunion se déroulait dans un cadre parfaitement légal ainsi qu'il en a été donné acte par la suite.

A 12 h 30, de très importantes forces de police ont quadrillé le quartier et cerné le bâtiment, et des policiers en civil se sont introduits sous le prétexte mensonger qu'une bombe à retardement y avait été déposée.

En fait, les policiers ont exigé très rapidement de vérifier l'identité des personnes présentes. Cette vérification a fini par s'effectuer malgré la protestation de la Conférence unanime qui, debout, a entonné l'Internationale et scandé des slogans révolutionnaires pendant toute la durée du contrôle.

La Conférence dénonce vigoureusement cette nouvelle atteinte de la bourgeoisie à sa propre légalité. Cet acte d'arbitraire policier est le premier qui soit exercé par l'actuel Etat des Monopoles à l'encontre de militants syndicalistes révolutionnaires en tant que tels.

Il est évident que la bourgeoisie ne peut tolérer la réorganisation de la classe ouvrière sur des bases révolutionnaires. L'appareil révisionniste de la C.G.T. étant désormais incapable de mobiliser les travailleurs contre les militants révolutionnaires, c'est désormais la police politique qui s'en charge directement. Il est d'ailleurs remarquable que les policiers chargés de cette besogne aient refusé de préciser à quels services ils appartenaient, tant aux organisateurs de la réunion qu'à l'avocat convoqué par leurs soins.

Les syndicalistes révolutionnaires y voient la preuve que :

1) l'appareil révisionniste de la C.G.T., qui est l'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, et la police de l'Etat bourgeois agissent en collusion objective contre les travailleurs d'avant-garde qui demeurent fidèles à la lutte révolutionnaire pour l'abolition du patronat et du salariat reniée par l'appareil révisionniste de la C.G.T. lors de son dernier congrès.

2) cette intervention directe de la police contre les militants ouvriers est un aveu de peur et de faiblesse de la bourgeoisie.

Ce nouvel élément de la fascisation de l'Etat des monopoles vient s'ajouter à la longue liste de faits déjà existante : loi scélérate - service militaire à 18 ans visant à embrigader la jeunesse - chasse aux diffuseurs de la presse et des tracts révolutionnaires - arrestations et perquisitions illégales - lourdes condamnations à des peines d'emprisonnement ferme pour des prétextes futiles - suspension de professeurs pour des motifs politiques - introduction systématique de la police à l'université - dissolution arbitraire de mouvements révolutionnaires...

Les objectifs de la police politique sont :

1) d'habituer la population à l'emploi systématique de méthodes policières illégales et de préparer à long terme une répression plus violente et plus massive ;

2) dans l'immédiat, de fichier méthodiquement tous les militants révolutionnaires ;

3) de tenter d'intimider les éléments les moins avancés de l'avant-garde.

La bourgeoisie prépare un nouveau cadre à son pouvoir basé sur l'utilisation directe de la violence fasciste, qu'elle utilisera après avoir rejeté le cadre actuel. Mais, la combativité des travailleurs s'affermir de plus en plus et la conscience de la nécessité de réorganiser la classe ouvrière sur des bases révolutionnaires grandit de jour en jour. Les participants de la conférence redoublent d'efforts pour mener à bien ces tâches.

Malgré la répression policière, la conférence s'est tenue ; de multiples autres semblables se tiendront à l'avenir !

A bas le capital monopoleur !

A bas l'Etat policier !

A bas la fascisation !

Vive la réorganisation de la classe ouvrière sur des bases révolutionnaires !

La deuxième conférence nationale des syndicalistes révolutionnaires cheminots.

Abonnement
— vacances —
10 F
20 F

Juin - juillet - août - septembre

4 mois
sous pli fermé

règlement comme pour les abonnements ordinaires.

Cheminots

A BAS LE "CLIENTÉLISME" HIÉRARCHIQUE !

Depuis quelques temps, chez les cheminots comme dans toutes les autres corporations, les organisations syndicales mènent grand tapage sur la situation « inique » qui serait faite aux cadres et à la maîtrise (déplafonnement des cotisations à la Sécurité Sociale, écrasement de la hiérarchie, charges fiscales, etc.).

Les cadres les plus honnêtes et les plus lucides n'ont nul besoin de lire H.R. pour se moquer de ces jérémiades. Un nombre croissant d'entre eux considèrent comme normal le resserrement de l'éventail hiérarchique et l'égalisation des charges et le relèvement prioritaire des salaires les plus bas.

Cependant, les organisations syndicales de cadres de toute obédience se comportent plus que jamais en amicales de privilégiés pour la défense des privilèges.

Les grenouillages en cours, autour de la réforme de la rémunération à la S.N.C.F. constituent une « remarquable » illustration de ce comportement.

LA FEDERATION AUTONOME DES CADRES NE MANQUE PAS D'ESTOMAC

Dans un tract daté du 8 juin, la F.A.C., organisation « maison » des cadres, réaffirme sans vergogne son clientélisme effréné face à d'autres organisations plus sensibles à l'hostilité que soulève une telle attitude chez l'immense majorité des cheminots.

La F.A.C. indique notamment :

«... Au cours de la séance du 4 juin, la F.A.C. a réagi contre les assertions d'autres organisations prétendant que la réforme apporterait des avantages substantiels à la maîtrise et aux cadres ; nos représentants ont été conduits à déclarer s'interroger sur l'utilité de poursuivre des discussions qui risquent de « dresser » les différentes catégories entre elles ».

La F.A.C. reproche en somme à certaines autres organisations (pas toutes, on verra tout à l'heure pourquoi) de lier l'obtention d'« avantages substantiels » pour les cadres à une amélioration moins dérisoire que celle prévue actuellement, du sort de l'exécution. La « vertu » de ces autres organisations (essentiellement C.F.D.T. et F.O.) ne doit évidemment pas être surestimée. Afin de ne pas perdre le peu de crédit dont ils disposent encore auprès de la base, les bonzes de ces deux organisations prennent, pour la galerie, une attitude « dure », toute de façade — comme d'habitude en pareil cas.

Mais c'est encore trop pour les F.A.C. Celle-ci morigène donc la C.F.D.T. en ces termes :

«... La F.A.C. s'élève... contre un communiqué lancé dans la presse par la C.F.D.T., communiqué faisant planer une menace de grève dans l'entreprise, sous prétexte que la réforme de la rémunération serait dans l'impasse.

Mais nous n'entendons pas cautionner cette tentative, l'attitude de

la F.A.C. pouvant à la limite consister à réclamer un « statut quo » amendé chaque année par des mesures catégorielles... ».

Que la F.A.C. soit contre toute grève, même bidon, cela ne surprendra personne. Mais de quelles « mesures catégorielles » se contenterait-elle donc ?

L'alinéa précédent l'indique sans ambages :

« En conclusion, s'il est permis de penser que des concessions restent encore à faire, c'est à notre avis, en faveur surtout de la maîtrise et des cadres qu'elles doivent intervenir ».

C'est ce qui s'appelle ne pas tourner autour du pot.

Les cheminots de la base — et de nombreux cadres honnêtes penseront, eux — que la F.A.C. ne manque décidément pas d'estomac !

LA F.A.C. MANGE LE MORCEAU

Si la F.A.C. a la dent dure contre les « démagogues » de la C.F.D.T., elle rend hommage à la C.G.T.

Au sujet des contre-propositions de cette organisation, le tract de la F.A.C. rappelle tout d'abord :

« A la réunion du 4 juin, la C.G.T. a déposé un contre-projet de réforme n'ayant, selon ses propres dires « de raison d'être qu'à partir du moment où un accord ne pourrait se réaliser sur le projet S.N.C.F. amendé... ».

Une telle double attitude (malignement mise en évidence par la F.A.C.) se passe de tout commentaire.

Mais les bonzes « autonomes » mettent les points sur les i, rappelant la déclaration en 4 points faite par eux en commission mixte du statut.

Les points 2 et 3 méritent une attention particulière. Les voici donc dans leur beauté :

2) la F.A.C. ne peut qu'être d'accord avec celles des propositions S.N.C.F., C.G.T. ou d'autres organisations qui rejoignent ses propres positions ;

3) la F.A.C. ne peut accepter un même niveau hiérarchique pour le dernier niveau Exécution et le premier niveau Maîtrise. Cela ne ferait que reprendre une situation anormale dénoncée par les Organisations électorales statutaires.

La S.N.C.F. (le patron), la F.A.C. (le syndicat maison) et la C.G.T. ont des positions « qui se rejoignent ». On le savait, mais c'est toujours bon de le rappeler, en termes aussi dépourvus d'artifice.

Ces positions voisines se traduisent notamment (point 3) par la consolidation de la situation privilégiée des catégories réputées « bien pensantes ».

Les cheminots de la base et les cadres honnêtes ne manqueront pas d'apprécier cette singulière coalition de l'Etat-patron, de ses fantoches de la F.A.C. et des bonzes révisos. Et ils renforceront leur volonté de s'unir pour la lutte sans compromis ni démagogie contre l'Etat-patron et ses valets syndicaux de toute étiquette.

R.A.T.P. : Lendemain de grève dans un terminus de la R.A.T.P.

Pour ceux qui ne connaissent pas encore la musique, cette journée du 15 juin s'annonçait pourtant bien :

« Unité syndicale » inespérée : CGT, CFDT, autonomes et même FO. 95 % de grévistes.

Une revendication apparemment unique, concernant la refonte de la grille des salaires.

Et pourtant, au lendemain de cette grève de 24 h, dans notre terminus :

On se tape sur l'épaule en se disant : « Alors, tu as perdu une journée de travail ! »

Mais on rit jaune quand on apprend que, face à une direction qui n'a pas reculé — du moins à notre connaissance — ceux qui sont censés nous représenter n'ont même pas été capables de proposer une grille de salaires unique : la direction s'est retrouvée avec 3 grilles différentes, une pour chaque syndicat. Evidemment, le choix a été vite fait : elles sont certainement allées toutes les trois au panier.

Cela ne nous étonne pas : tous, nous avons hésité à faire la grève, car nous savons bien l'inutilité des grévettes de 24 h. Si nous avons suivi, c'est pas solidarité et sans aucune illusion.

On aurait bien du mal à se faire des illusions quand les délégués eux-mêmes sont incapables de nous convaincre. Voyez plutôt :

Un travailleur de notre terminus : « Moi, je suis d'accord pour la grève, mais pas pour seulement 24 h. Il faut mettre le paquet. »

Réponse d'un délégué CGT : « Si seulement on arrivait à faire reculer un peu le patron ! »

EST-CE QU'ON DOIT REMPLACER LA LUTTE DE CLASSES PAR LA PRIERE, MAINTENANT ?

Cela fait beaucoup de prières en quelques mois, et nous en avons assez :

Une grévette durant l'hiver, pas préparée par les syndicats dans l'opinion publique, mais annoncée assez tôt au gouvernement (10 jours, alors que le préavis imposé par la bourgeoisie est de 5 jours) pour qu'il ait le temps de préparer l'opinion à mal recevoir cette grève. Résultats ?

Une grévette le 22 mai. Résultats ?

Une autre grévette hier, annoncée également assez tôt pour que le gouvernement ait le temps de préparer l'opinion à bien recevoir la grève, c'est-à-dire à en rigoler : « il fait beau, ça fait du bien de marcher, et puis, il y a les transports de remplacement ! »

Lorsque nous nous plaignons, au cours des réunions syndicales, de ces minigrèves qui essoufflent les travailleurs pour rien, voilà ce qu'on nous répond :

« C'est comme ça qu'on éduque les travailleurs. C'est comme ça qu'on prépare les grosses grèves, c'est comme ça qu'on a préparé mai 68. »

Ah vraiment, messieurs les permanents des syndicats, vous avez préparé mai 68 ? (sans doute de la même manière dont vous préparez le futur « automne brûlant » qu'annonce Ségué : en arrêtant une grève suivie à 95 % sous prétexte que FO ne marchera pas ? C'est à ça qu'elle sert, votre unité syndicale ?).

C'EST TRES IMPRUDENT A VOUS DE VENIR PARLER DE MAI 68 DANS NOTRE TERMINUS

Car nous avons bonne mémoire :

En mai, nous attendions chaque jour des syndicats, et en particulier de la CGT, un ordre de grève qui ne venait jamais (ne venez pas nous dire que vous nous avez appris à faire la grève !)

En fait, vous nous avez plutôt appris et contraints à reprendre le travail pour préparer les élections !

5/6 d'entre nous ont voté contre la reprise. Mais les représentants des syndicats jaunes sont venus nous raconter qu'ailleurs on avait repris. Malgré cet habile mensonge elles ont souffert, les cartes de la CGT, nous sommes encore là pour le dire !

A DEFAUT DE NOUS AVOIR PREPARES A LUTTER, CES GREVES ET MINIGREVES NOUS ONT AU MOINS APPRIS UNE CHOSE : A OUVRIR LES YEUX.

CONTRE LES SUPERPROFITS REALISES PAR LA R.A.T.P.

C'est devant la passivité et les trahisons successives des différents syndicats, CGT y compris, que la RATP se remplit les poches sur notre dos et celui des usagers.

Certains ont pu croire lors des dernières hausses, que nous employés de la RATP, allions y gagner, ou qu'eux-mêmes seraient transportés de façon plus confortable, plus rapide.

Ce qu'on peut voir dans les faits, c'est la dégradation de nos conditions de travail, en même temps que celle des conditions de transport de ses usagers, en particulier des camarades ouvriers qui doivent aller chaque matin vendre leur force de travail.

SUR LE DOS DES USAGERS

Tarifs sans cesse augmentés (et ce n'est pas fini) : premier vol !

Cela ne suffit pas. On supprime des rames de métro (manque de personnel), plus de 100 tours de métro supprimés en une journée sur l'ensemble du réseau, c'est-à-dire des milliers de KW d'électricité économisés, plus deux agents par service. Calculez pour tout Paris, pour un mois, pour un an ! on entasse un peu plus les voyageurs. Résultat : au lieu de 3 mn d'attente, 6 mn ou plus.

Des queues interminables aux guichets aux heures de pointe, de même qu'au contrôle : cela évite de payer d'autres employés, de construire de nouveaux couloirs.

Les autobus : des lignes supprimées. En banlieue le chauffeur est en même temps receveur : ce qui supprime 1 emploi sur deux et rallonge considérablement le temps du trajet.

Dependant les syndicats, qui n'ont strictement rien fait pour lutter contre la hausse de février, pour unir les revendications des usagers aux nôtres, ont scandaleusement calomnié les militants qui ont voulu mener cette action, les accusant de s'attaquer aux agents RATP (voir les calomnies de la CGT après l'action menée par les ouvriers de Renault et des militants « Humanité Rouge » et « Cause du peuple » à Billancourt. Les « employés » molestés étaient en fait les flics de la Régie, nos propres garde-chiourmes).

Soit le chômage, soit la reconversion, dans un emploi subalterne. Pour mieux faire passer on essaie d'abord l'automatisation dans les lignes que la RATP a construites, avec les profits faits sur notre dos, à Montréal ou à Mexico, ou dans les lignes ultra modernes comme le RER.

SUR NOTRE DOS

Une grille de salaires incroyablement hiérarchisées (2 échelles de 14 échelons chacune). Les accords de Grenelle avaient prévu sa refonte

avant fin 69, mais évidemment rien n'est changé. Ce n'est pas la grévette du 15 juin, de 24 heures avec 6 mois de retard et 3 grilles différentes proposées par les syndicats, qui modifiera grand chose.

Mais aussi :

3 jours de congé annuel qui nous ont été volés subtilement. Les calculs compliqués qui ont abouti à ce résultat sont faits par des machines ultra modernes pour que nous n'y comprenions rien.

Les chefs de train vont avoir une partie de leur salaire remplacée par une soule. Apparemment ils seront augmentés, en fait d'ici 1 ou 2 ans leur salaire sera diminué, car les augmentations à venir, ils ne les auront pas.

Les conducteurs réclament le groupement des heures de travail le dimanche on peut en effet les faire venir un jour de Noël pour faire 3 tours le matin et un tour le soir !

A plus long terme c'est notre emploi qui est menacé, c'est la déqualification, les mutations. La RATP se « modernise », installe des machines automatiques. Depuis que le métro existe, sa conduite automatique est prévue, un seul agent par rame suffira donc. Et les autres ?

Tout ceci évidemment les syndicats n'en soufflent mot, de même qu'ils ont accepté le démantèlement de la SNCF et le chômage ou la déqualification de milliers de cheminots. Il leur suffit que le reclassement se fasse à l'intérieur de l'entreprise, même si un receveur devient balayeur !

Enfin les flics, déguisés en usagers ou même en ouvriers, qui sont là pour dénoncer les mécontents, lorsque leur colère éclate et déborde les sages 24 h de grève-bidon, pour surveiller ceux que la CGT isole — parfois des stations entières — en les englobant sous l'étiquette de « gauchistes ».

ALBANIE : ROLE GRANDISSANT DE LA

LES UNIONS PROFESSIONNELLES : INSTRUMENTS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT.

En raison du développement capitaliste tardif de l'Albanie (indépendance en 1912) et de la faible importance de la classe ouvrière (quelques milliers d'ouvriers en 1938 contre 400.000 en 1970), et par suite de la violence bourgeoise exercée par Zogou, il n'y avait pas de libertés syndicales. Mais, la violence bourgeoise provoquait la révolte de la jeune classe ouvrière et créait les conditions favorables pour la constitution d'organisations syndicales. Cependant la classe ouvrière albanaise n'eut pas ses organisations syndicales avant la libération. Il n'exista jusqu'à la fin de la guerre que des petites organisations légales ou illégales.

En Albanie les syndicats s'appellent « UNIONS PROFESSIONNELLES », et les usines sont communément appelées « FABRIQUES ». La libération nationale a donc créé les conditions les plus favorables pour la naissance des Unions Professionnelles, mais dans les conditions nouvelles de la dictature du prolétariat, non pas comme une arme contre l'Etat bourgeois (il avait été détruit) mais comme levier du pouvoir populaire qui avait le même but que les syndicats : la victoire du socialisme en Albanie.

Les syndicats furent donc de larges organisations de masses sous la direction des marxistes-léninistes, et la conduite du Parti était reconnue par les masses. Les Unions Professionnelles, en conséquence, s'appuyaient sur les masses et non sur un appareil, il en est toujours ainsi.

En vingt-cinq ans d'existence, les U. P. se sont profondément renforcées et sont devenues à la fois puissantes et importantes, au fur et à mesure du développement de la classe ouvrière. Leur rôle est grandissant dans la société albanaise, ils deviennent de plus en plus un instrument considérable de la dictature du prolétariat qui va ainsi en se renforçant.

Toutes les questions importantes sont résolues avec l'aide des Unions Professionnelles, leurs activités sont liées intimement avec les destinées du pays. A l'heure actuelle la tâche à résoudre c'est de mener toujours plus avant la révolution pour que l'Albanie ne change pas de couleur, pour qu'elle reste pure et socialiste. Il y a toujours un danger contre le socialisme, et ce danger n'est pas toujours uniquement extérieur (complot d'encerclement impérialo-révionniste). Le danger extérieur, grave, ne doit pas masquer le danger intérieur :

1° Les classes renversées ne sont pas résolues à leur défaite. Bien que complètement écrasées leurs représentants sont toujours là, d'où la nécessité d'être très vigilant car ces restes n'attendent que l'occasion de relever la tête et peuvent toujours devenir un appui aux forces étrangères.

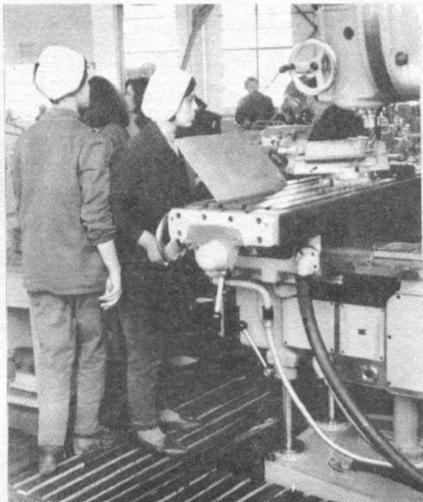


Des jeunes paysannes de 15 à 17 ans font la préparation militaire pour défendre le pays.

2° En cas de risque d'agression extérieure, le peuple doit être bien préparé à résister, que l'agresseur soit l'impérialisme ou le social-impérialisme, ou une coalition des deux. La préparation à la résistance doit être militaire, politique et idéologique. C'est pourquoi le peuple, quel que soit l'âge ou le sexe, est préparé militairement en vue d'une guerre future imposée de l'extérieur, pour que la guerre de résistance soit une guerre de toute la population.

Ainsi la jeunesse est préparée comme si une guerre pouvait éclater demain. On lui inculque qu'il n'y a pas seulement le printemps mais qu'il y a nécessairement des saisons rigoureuses et des printemps pas toujours ensoleillés.

L'époque de la jeunesse albanaise est celle de la science, la culture lui est nécessaire. On lui apprend à être modeste, à être vaillante au travail car c'est à la jeunesse qu'il appartient de construire. Elle doit toujours être prête à construire et à toute éventualité. Le symbole de la jeunesse albanaise c'est de la présenter avec la pioche et le fusil. Elle porte la couleur kaki des ouvriers, la couleur verte du soldat qui est celle du printemps, celle de la vie.



Les femmes en Albanie participent à la production (usine de mécanique de précision).

La jeunesse albanaise est élevée sans illusion. On ne lui cache aucune réalité de la vie. On lui enseigne tout de la situation mondiale : Vietnam, Palestine et toutes les luttes dans le monde, pays capitalistes développés y compris. Le Parti du Travail albanaise (nom donné au Parti communiste albanaise depuis la libération) enseigne que l'Albanie ne désire pas la guerre mais qu'elle ne la craint pas. En effet, en la craignant on ne l'évite pas. Bien entendu, les traditions de combat, la situation géographique avec les montagnes sont des facteurs favorables à la guerre de résistance, mais en réalité le facteur décisif dans une guerre populaire c'est l'homme, et ce sont les conditions idéologiques qui sont à l'origine des véritables exploits.

LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIERE DOIT S'EXERCER EN TOUT.

3° Le danger contre-révolutionnaire intérieur le plus subtil reste également celui de l'idéologie. Le danger le plus grand est le révisionnisme si on n'y fait pas face constamment, dans ses plus petites manifestations, et à temps. Mais ce n'est pas un danger fatal, inévitable, insurmontable. C'est pourquoi le Parti du Travail albanaise l'a analysé et a pris des mesures pour l'éviter :

a) Le renforcement de la mobilisation de la classe ouvrière joue un rôle décisif dans la continuation de la révolution. C'est son triomphe que certains contre-révolutionnaires ont déformé en disant qu'il n'y avait plus de lutte de classe, donc que le Parti et le pouvoir avaient cessé d'être ceux d'une classe. En fait cette théorie était celle d'une couche qui avait usurpé le pouvoir et la direction du Parti pour le faire dégénérer en restauration du capitalisme et en parti révisionniste bourgeois.

La classe ouvrière doit développer son contrôle à travers le Parti pour lui conserver sa pureté face aux intérêts de classes.

L'expérience a prouvé que l'action contre-révolutionnaire dans les pays de restauration du capitalisme a toujours commencé dans le Parti. Donc pour protéger le Parti il faut prendre des mesures pour l'élargir toujours plus aux ouvriers.

b) La classe ouvrière doit exercer son contrôle à travers l'Etat pour conserver sa pureté à l'appareil administratif. Un contrôle des masses doit s'exercer en permanence sur les cadres afin qu'ils demeurent des serviteurs du peuple.

Ceci implique des mesures contre le bureaucratisme, la réduction de l'appareil en vue d'éviter sa sclérose, ses inutilités, il faut organiser la rotation systématique des cadres, réduire leurs salaires contrairement aux pays révisionnistes qui continuellement écartent l'éventail hiérarchique des salaires. Il faut réduire les salaires des cadres y compris ceux des membres du gouvernement. En Albanie le rapport des salaires varie de 1 à 3. Dans le salaire on tient compte du travail productif.

En vue d'éliminer le risque d'une bureaucratie militaire les cadres ont été supprimés dans l'armée.

c) Le contrôle de la classe ouvrière conduit directement à sa participation directe dans toutes les affaires, de bas en haut, en application des directives d'Enver Hoxha.

Le contrôle de la classe ouvrière, c'est son influence directe sur l'appareil d'Etat, pour le développement du socialisme à la campagne, pour l'éducation révolutionnaire de la jeunesse, pour exercer une pression idéologique sur l'intelligentsia afin qu'elle serve le peuple. Le contrôle s'exerce par les masses et non par des individus et doit déboucher sur des actions énergiques en direction du socialisme. En tout cela les Unions Professionnelles jouent un rôle irremplaçable et grandissant.

L'EDUCATION IDEOLOGIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE.

Conclusions : Pour renforcer le contrôle de la classe ouvrière il est indispensable qu'elle soit éduquée en conséquence, c'en est le facteur décisif, la tâche principale.

Or, la classe ouvrière albanaise est jeune, nouvelle, ce qui comporte des côtés positifs et des côtés négatifs. Elle a une très grande capacité de novation et d'initiatives, mais elle conserve encore des liens avec la paysannerie dont elle est issue. C'est en cela qu'il apparaît comme primordial de parfaire l'éducation idéologique de la classe ouvrière.

L'ouvrier socialiste albanaise, dans sa masse, n'a pas connu l'exploitation capitaliste, donc il faut l'éduquer sur l'exploitation en pays capitalistes. Mais si en pays capitaliste l'ouvrier subit l'oppression, la bourgeoisie éloigne la classe ouvrière de la politique. C'est pourquoi dans les deux cas, les marxistes-léninistes considèrent l'éducation de la classe ouvrière comme une tâche fondamentale.



Au défilé du 1^{er} mai 1970, les masses acclament le camarade Enver Hoxha.

CLASSE OUVRIERE ! DE LA JEUNESSE !

L'ouvrier doit être convaincu qu'il a intérêt au socialisme. Ceci implique en régime socialiste qu'un élément important de l'éducation ouvrière c'est le comportement à avoir devant le travail.

L'éducation ne consiste pas à apprendre par cœur les enseignements du marxisme-léninisme mais à le pratiquer chaque jour, dans tous les instants.

Aussi les ouvriers albains apprennent à aimer la science pour élever l'économie aux niveaux mondiaux. Le travail a un caractère double. Il sert à fournir des matériaux nécessaires à la vie de l'homme mais il est aussi une source de joie et d'éducation. L'ouvrier socialiste développe donc son amour pour le travail qu'il considère comme un enseignement.

L'éducation se fait avec de nouvelles normes morales. Le travailleur doit tendre à être un novateur tout en restant un citoyen, un membre exemplaire de sa famille. Ainsi l'ouvrier albain pense, travaille, apprend comme un révolutionnaire pour écraser partout, tout ce qui est noir : les coutumes périmées contre les femmes, les préjugés religieux et réactionnaires pour faire comprendre la vie en réactions révolutionnaires, et relier tout à la vie concrète.

STIMULER LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE ET ELEVER LE NIVEAU DE VIE DU PEUPLE.

Le développement économique doit avoir pour objectif le bien-être du peuple qu'il faut créer à un rythme toujours accéléré, en ayant pour principe de « compter toujours sur ses propres forces », pour être prêt à tout instant, à faire face à tout, pour rendre le pays totalement indépendant pour toujours même en cas de blocus complet (c'est l'esprit qui anime les plans de développement socialiste albain).

1970 est la fin du quatrième plan. Etant donné les besoins, le Parti a pris des mesures pour la rapidité. Le plan futur envisage des constructions courageuses, bases de nouvelles industries, dans le domaine sidérurgique, chimique, électrique :

— Un complexe sidérurgique produisant 800.000 tonnes d'acier ;

— Traitement du chrome, complexe d'un million de tonnes ;

— Centrales hydro-électriques nouvelles (en 1971 : 950.000 kwh), une autre de 400.000 kwh prévue. L'électrification du pays est presque terminée aujourd'hui, au lieu de fin 1971. Dans quelques années le pays pourra exporter de l'électricité. L'électrification est très favorable au développement de l'agriculture.

Le taux de croissance du quatrième plan a été de 17 à 19 %. Plus tard, il sera encore plus



Jeunes volontaires albains travaillant à la construction de la voie ferrée Elbasan-Prenjas.

rapide, pour un développement agricole industriel avancé, d'où la nécessité d'acier, de pétrole, fonte.

L'agriculture a vu son élargissement et aussi son approfondissement en qualité. 18 quintaux de blé à l'ha doit encore augmenter.

Le pays est montagneux mais le Parti a lancé un mouvement pour que les montagnes produisent autant que les plaines. C'est un facteur économique de grande importance, mais également militaire. Les montagnes sont des nids de lutte pour les partisans et doivent être transformées en forteresses en cas de guerre. Mais la mise en valeur des montagnes contribue puissamment à l'amélioration du niveau de vie du peuple.

Les Albanais restent réalistes car ils savent qu'ils doivent faire face encore à d'énormes difficultés, mais le peuple voit chaque jour des changements, toujours plus de maisons, plus de voitures. Mais cela ne doit pas être le lot de quelques privilégiés, ce doit être le lot de tous, et le bonheur créé doit être pour toujours. Il est sans doute possible d'investir plus pour le bonheur d'aujourd'hui, mais cela ne doit pas se faire aux dépens de l'avenir.

La vie heureuse du peuple est construite par lui, mais il reste modeste et trempé dans l'esprit de sacrifice, il comprend la situation et fait la différence avec le passé.

LES UNIONS PROFESSIONNELLES ECOLES DU COMMUNISME.

Les Unions Professionnelles sont éduquées par le Parti du Travail albain et son grand dirigeant Enver Hoxha, pour l'unité du mouvement syndical mondial. Elles sont la base de classe pour la lutte anti-impérialiste et la lutte anti-révionniste. Elles sont des écoles du communisme. Elles luttent pour une lutte de classe dans la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), qui est placée sous le contrôle révisionniste soviétique et s'est écartée de la voie révolutionnaire, elle est à l'opposée des intérêts de la classe ouvrière. En un seul mot, la F.S.M. est engagée dans la voie de l'opportunisme. En conséquence, les organisations professionnelles luttent à la fois sur le plan interne et extérieur contre le courant pacifiste et contre la démagogie. La F.S.M. n'est plus au service de la classe ouvrière mondiale.

Les Unions Professionnelles luttent pour une unité de la classe ouvrière mondiale sans la bourgeoisie. Elle sera réalisée car les forces révolutionnaires de la classe ouvrière mondiale sont en

développement continu. Le mouvement de la classe ouvrière fera son unité sans réformisme.

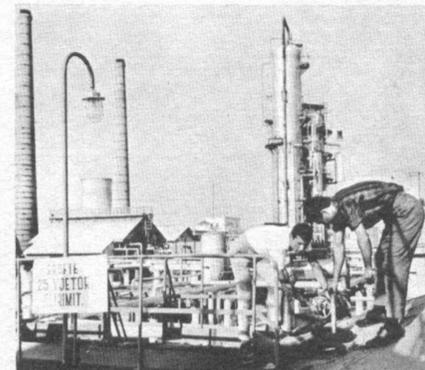
Dernière conclusion : On peut se poser la question : comment un si petit peuple peut-il faire face à tout ? Nous répondons que les miracles n'existent pas !

Nous devons tout à la conscience du peuple, à la suprématie de l'ordre socialiste, à la direction du Parti, à nos propres forces. Nous avons tout : le patriotisme, le sous-sol, nos montagnes, etc., il ne nous manquait que la juste direction, c'est le Parti qui l'a assumée après tant d'efforts.

Notre succès est également dû à l'appui moral des peuples amis, en premier lieu de la grande Chine Populaire, à la classe ouvrière de tous les pays, aux peuples du monde et au mouvement syndical révolutionnaire de tous les pays. Nous vous remercions tous de cet appui.

Si le navire albain marche de l'avant à travers la tempête, il avance sûrement.

Propos recueillis auprès de SOTIR KAMBERI, Secrétaire du Conseil Central des Unions Professionnelles d'Albanie, par le camarade Jacques DELRUE.



Une réalisation du socialisme : la raffinerie de Fieri.

Le huitième et dernier article du reportage « Chine 70, triomphe de la pensée-maoïsté », sera publié la semaine prochaine dans notre numéro 67 qui, nous le rappelons, aura 16 pages et sera notre seul numéro en vente en juillet.

PARIS Faculté de Sciences :

LUTTE CONTRE LA RÉPRESSION

Lévy-Leblond, professeur à la faculté des Sciences de la Halle aux Vins, fut arrêté le 6 juin au matin (voir H.-R. n° 64), inculpé après dépôt d'une plainte par le doyen Zamanski (dégradation d'édifice public : Lévy-Leblond avait inscrit à la peinture « LES FLICS HORS DE LA FAC » sur les bâtiments où s'était installée la nouvelle police universitaire), suspendu de ses fonctions « dans l'intérêt du service » par le ministre de l'Éducation Nationale (décision rendue publique le 10 juin, prise en fait dès le 6 juin, donc avant l'inculpation).

Dès le lundi 8 juin un mot d'ordre de grève circula à la faculté. Spontanément dans un très grand nombre d'amphis les étudiants votent le report des examens, là où les examens ont lieu les enseignants refusent de remettre les notes à l'administration, les collègues de Lévy-Leblond pressentis par l'administration pour assurer son service s'y refusent catégoriquement. Les menaces exercées sur les enseignants (suspension de traitement en cas de grève administrative, etc.) ne font que renforcer leur détermination. Le mardi 9 juin, après un meeting interfac interdit par Zamanski, des manifestants obligent les flics qu'il avait appelés à se retirer. Le lundi 15 juin, un meeting intersyndical regroupe avec les enseignants et les étudiants de nombreux autres travail-

leurs de la faculté. Les tentatives révisionnistes pour faire avorter le mouvement coupent les dirigeants syndicaux de leur base, des contradictions éclatent dans les rangs révisionnistes, les sections du S.N.E.-Sup., majoritaires de la Halle aux Vins, sont obligées de reprendre à son compte, le 19 juin, le mot d'ordre de grève administrative. Des mouvements de soutien se dessinent dans d'autres facultés. Le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques fait une journée de grève.

L'affaire Lévy-Leblond devrait permettre une prise de conscience nouvelle de la répression, qui entraînerait à son tour le dépassement du niveau spontané de la riposte, renforcerait la solidarité des enseignants entre eux et avec les étudiants et les autres travailleurs de l'Université, organiserait le mouvement en lui donnant des objectifs à court terme (réintégration de Lévy-Leblond et lutte contre toute forme de répression à l'Université) et à long terme (lutte pour le socialisme, seul régime qui pourra éviter toute répression contre le peuple).

REINTEGRATION DE LEVY-LEBLOND !

ORGANISONS LE MOUVEMENT UNIVERSITAIRE DANS LE FRONT UNI REVOLUTIONNAIRE !

Faculté de Nanterre :

UN "SONDAGE D'OPINION" :
INQUISITION POLICIÈRE ET MANIPULATION

« Les loups sont des agneaux » : telle est la conclusion triomphante que tire dans France-Soir J. Ferniot d'un sondage effectué par l'Institut français d'opinion publique, à la demande de Radio Luxembourg, parmi les étudiants de Nanterre. De fait, les questions de ce sondage avaient été suffisamment bien étudiées pour que les réponses permettent de conclure que les étudiants de Nanterre n'avaient d'autres préoccupations que leur vie familiale et leur carrière, que la politique était le dernier de leurs soucis. On sait depuis longtemps que de tels sondages sont de simples manipulations à fins d'intoxication et n'ont aucune valeur scientifique. Le rappel des faits, la mobili-

sation contre la police le 3 mars dernier, de la majorité des étudiants présents à Nanterre, suffit à montrer le peu de sérieux de l'enquête de l'I.F.O.P.

Un mystère demeure : certains étudiants ont été interrogés par les enquêteurs à domicile ; des questions (« Êtes-vous satisfait du régime actuel ? Si non, êtes-vous prêt à aller jusqu'à la révolution violente ! ») prêtaient à utilisation policière ; qui a fourni à l'I.F.O.P. liste et adresses des étudiants inscrits à Nanterre ? Le doyen et le secrétaire général affirment que, pressentis, ils avaient refusé. Dont acte. Mais alors qui ? En échange de quoi ? Et pourquoi ?

R. A. T. P. (Suite de la page 3)

Généralisation de l'emploi intérimaire pour remédier aux difficultés du reclassement : des poinçonneuses embauchées à environ 800 F par mois, que l'on renvoie dès qu'on n'en a plus besoin ; appel à Manpower, en échange de quoi ce « marchand de viande » affiche largement dans les stations même si la RATP paie jusqu'à 2 000 F pour un employé, car elle pourra le renvoyer à sa guise, et pourquoi ne pas lui apprendre la conduite des rames pour essayer de lui faire jouer un jour le rôle de briseur de grève.

REORGANISONS-NOUS !

Notre force, c'est la prise de conscience d'un nombre de plus en plus grand d'entre-nous devant la dégradation accélérée de nos conditions de travail, devant la menace de chômage, inévitable en régime capitaliste où seul compte le profit maximum ; les grèves de 24 h prévues des semaines à l'avance, les discussions secrètes avec la direction après la reprise du travail, ne servent qu'à nous faire perdre notre salaire.

Notre faiblesse, c'est la dispersion. Une seule station, même combative, ne peut rien et doit finalement en passer par les permanents syndicaux

seuls habilités à discuter avec la direction. Une autre faiblesse, c'est la division entre métro et bus.

Les camarades cheminots nous montrent la voie pour surmonter ces mêmes obstacles, en se réorganisant hors des syndicats, en créant des comités de base locaux et en coordonnant leur action au niveau national sur une base de lutte de classe, premier pas vers un syndicat révolutionnaire.

Le rôle de ce syndicat, ce sera de nous unir pour sauvegarder notre droit au travail, pour conserver les améliorations acquises par la lutte, pour arracher tout ce qui peut être arraché, d'unir notre lutte à celle des usagers pour mettre fin aux manœuvres de division de la propagande bourgeoise. Ce sera aussi d'expliquer que, tant que règnera le capitalisme, c'est-à-dire le règne du profit maximum, avec l'Etat et les flics à son service, aucune amélioration ne sera ne seront vraiment au service du peuple et gérés par le peuple que lorsque le peuple, dirigé par la classe ouvrière, aura arraché le pouvoir à la minorité d'exploiteurs !

Des employés RATP,
lecteurs de l'« Humanité Rouge »

PARIS : Cité universitaire

A BAS LA FERMETURE
DE LA MAISON DU MAROC !

Mercredi matin, MARTHELOT, directeur de la Fondation Nationale a confirmé officiellement une décision attendue depuis février : la fermeture de la Maison du Maroc. Les raisons ? Il s'agit de réduire ce « foyer d'opposition politique du gouvernement marocain ». C'est la conséquence de la « normalisation » des rapports entre Paris et Rabat, consacrée par le récent voyage d'Hassan II. Des luttes avaient été menées lors de la venue d'Hassan à Paris ; en représaille, les flics étaient venus arrêter Ahmed Berada, militant de l'Union Nationale des Etudiants Marocains, et qui depuis est en résidence surveillée dans l'Hérault.

Face à la décision qui est en fait celle des gouvernements réactionnaires français et marocain, quelles ripostes ont été engagées ?

Depuis onze jours, 16 résidents ont entrepris la grève de la faim. Cette action a eu pour effet de sensibiliser les résidents de nombreux pavillons. Certains grévistes ont été évacués contre leur gré à l'hôpital, d'autres les ont relayés.

Le mardi 16, une grève symbolique de la faim a été décidée ; les résidents, en signe de solidarité, ont remis leurs tickets de restaurant universitaire au Comité de Grève. Ensuite, une manifestation regroupant près de mille étudiants s'est déroulée pendant près d'une heure. Un fait est positif : la mobilisation était effective, une véritable jonction entre résidents et le personnel — menacé de licenciement — de la Maison du Maroc était en passe de se réaliser. Malheureusement, le travail de sape et de récupération des révisionnistes s'est fait sentir mardi : encadrement de la manifestation, mots d'ordre réformistes :

« Réunion immédiate du C.A. », « la Cité aux résidents » (alternant il est vrai avec des mots d'ordre justes « pas de flics à la cité », « la Maison du Maroc, foyer progressiste », « le fascisme ne passera pas »). Mais le sommet de la trahison était atteint mercredi : alors que les membres du personnel avaient reçu leur lettre de licenciement, la C.G.T. demande aux agents du personnel de se désolidariser de la secrétaire gréviste de la faim et démission de ses fonctions, et de la lutte des résidents, tout en affir-

mant avec hypocrisie son intention de poursuivre la lutte. Le but des révisionnistes est clair : il s'agit de contribuer, par l'adoption de modes d'action hautement « enthousiastes », comme les pétitions, les délégations, les interventions à l'Assemblée Nationale, au pourrissement de la grève.

Jeudi, deux résidents qui s'étaient rendus à l'Ambassade du Maroc pour y entamer une grève de la faim, furent embarqués par les flics dès leur arrivée.

Fermelement décidés à continuer le combat, plusieurs militants de l'H.R., de la Ligue Communiste, du P.S.U., de la Gauche Prolétarienne ont mis au point le plan d'action suivant :

1) extension de la grève de la faim — mais limitée — afin de montrer à MARTHELOT que les camarades hospitalisés sont remplacés et que son chantage ne prend pas ; deux camarades font la grève devant le bureau de MARTHELOT. Cette extension de la grève ne doit pas excéder 48 heures. Elle a avant tout un intérêt symbolique.

2) intensification de la propagande pendant le week-end afin de faire comprendre aux résidents la nécessité de passer à des formes de lutte supérieures, les moyens pacifiques n'ayant abouti à aucun résultat. A ce sujet, il faut noter que mardi, pas mal de manifestants étaient éccœurés après le mot d'ordre de dispersion lancé par les révisionnistes.

C'est pourquoi ce travail de propagande revêt une importance capitale pour le personnel contre la fermeture pitale.

Vive la lutte des résidents et de la Maison du Maroc.

Marcellin - Oufkir - Marthelot complices.

Seule la lutte résolue paie.

Un militant M.L.

S.N.E. Sup :

UNE DIRECTION DE TRAITRES

Le bureau national du S.N.E. Sup, aux mains des révisionnistes, n'a évidemment rien organisé de concret pour défendre Lévy-Leblond, le professeur suspendu par le ministre de l'Éducation Nationale après avoir été inculpé à la suite d'une dénonciation de Zamanski, le doyen-flic : Lévy-Leblond avait fait des inscriptions sur un local de la faculté affecté à la nouvelle police universitaire. Mais le bureau national du S.N.E. Sup avait tout de même hypocritement protesté contre la sanction disproportionnée avec « un délit hélas (sic) devenu courant ». Que tous les membres du parti « communiste » qui, en son temps, avaient écrit sur tous les murs de France « LIBEREZ HENRI MARTIN » fassent vite leur autocritique, les malheureux ne s'étaient pas rendus compte qu'ils commettaient, hélas, un délit, ils n'avaient pas pensé une minute qu'ils dégradaient un monument public !

Il est vrai que la pression de la base a fait évoluer le bureau national. Il n'a plus parlé de « délit », mais de « fait », en revanche, il a encore réclamé la comparution de Lévy-Leblond devant une commission disciplinaire. Les membres du bureau national sont eux aussi des flics mais des flics honteux.

abonnement ordinaire	20 F pour 6 mois
	40 F par an
abonnement de soutien	40 pour 6 mois
	80 par an
abonnement pour l'étranger (par avion)	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

Nom

Prénom

Adresse

Abonnez-

VOUS...

FEU SUR LES COLONNES ENNEMIES...

“ PERSPECTIVES ”... EN TROMPE-L'ŒIL

Le supplément « chemi-nots » de la luxueuse revue « Options » (organe confédéral de la C.G.T. destiné aux cadres) s'appelle « Perspectives Syndicales ». Distribué abondamment et, gratuitement dans tous les services, il s'efforce, non sans quelque succès auprès des cadres les plus réactionnaires, de démontrer que la C.G.T. est le meilleur défenseur des privilèges hiérarchiques.

Mais soyons justes. Il ne parle pas que de cela. Il se mêle aussi de politique générale. Et ça donne ceci :

Pourquoi donc cette loi « anti-casseurs », alors que le code civil actuel permet la répression de la violence par d'autres voies, ainsi que de nombreux juristes l'ont souligné ?

Pourquoi aussi une telle recrudescence de violences, justement dans cette période ?

En fait les deux problèmes sont liés et le gouvernement se réjouit de cet état de fait qui lui permet de se justifier auprès d'une opinion publi-

que opposée à des lois d'exception, mais soucieuse d'ordre ; aussi devons-nous dénoncer sans ménagement les éléments irresponsables qui se livrent à des exactions condamnables et dont la collusion avec le gouvernement apparaît irréfutable.

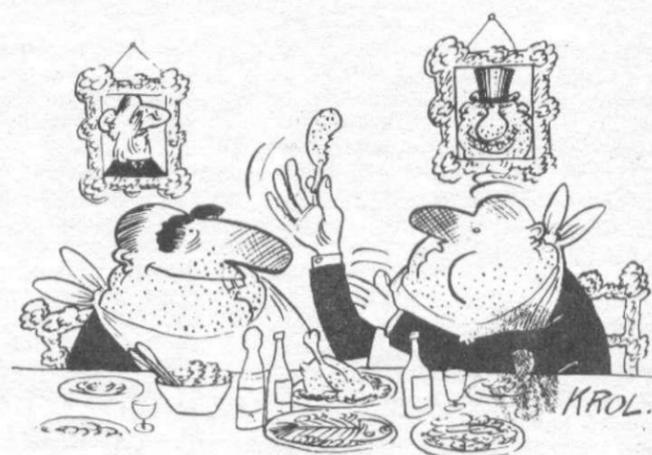
Ils sont un des meilleurs atouts gouvernementaux pour faire « basculer » l'opinion publique au moment où l'ensemble des partis de gauche, l'ensemble des organisations syndicales se rapprochent pour faire front ensemble à une loi qui permettrait toutes les provocations et qui, si elle avait été appliquée au moment des événements de Charonne, aurait pu faire emprisonner les organisateurs de la manifestation, alors que les véritables responsables étaient hors de leurs rangs.

En somme, s'il y a « recrudescence de violences », l'état des monopoles n'y est pour rien. C'est le résultat d'un choix délibéré des « éléments irresponsables ». M. Marcelin dit cela, lui aussi, mais le

douteux compagnonnage du premier flic de France ne rebute pas l'éditorialiste de « Perspectives syndicales ».

Ce même personnage n'est pas en meilleure compagnie lorsqu'il célèbre la vertu du « code civil actuel » (sic) pour la « répression de la violence ». Son camarade Ballanger habitué des gueuletons pompidoliens) et l'estimable Sanguinetti, de l'UDR (pour ne citer qu'eux), ne disent pas autre chose.

Et c'est vrai, d'ailleurs. Sous la 3^e et la 4^e République, aux travailleurs qui demandaient du pain on donna du plomb, sans qu'il soit besoin d'avoir recours à des lois « anticasseurs ». Mais ne parlons pas de ces pénibles souvenirs. Les « camarades socialistes » Jules Moch, Marx Dormoy, le « progressiste » Mitterrand sont devenus amis et alliés (pour combien de temps ?) de leurs ex-bêtes noires. Quant à Charonne, ma foi, neuf manifestants furent tués, mais, grâce au ciel, dit l'éditorialiste de « Perspectives syndicales », les organi-



Pompidou à Ballanger : « Mais, mon cher Ballanger, nous ne vous avons jamais rien refusé... même pas la loi anti-casseurs ».

sateurs de la manifestation n'ont pas été emprisonnés ! Légalité bourgeoise, quand tu nous tiens... Quant au reste de l'« argumentation » de M. Guerre (c'est le nom du plumeur en question), elle se passe de tout commentaire.

Ecrire que les militants révolutionnaires agissent « en collusion avec le gouvernement » au moment même où la répression s'abat sur eux

relève de la bouffonnerie pure et simple.

Pompidou disait à Ballanger, lors de la récente réception des parlementaires à l'Élysée : « nous ne vous avons jamais rien refusé... même pas une loi anti-casseurs... » Mon pauvre Guerre, les complices du gouvernement, ce sont tes amis, et tu le sais ! Mais dis-toi bien que les travailleurs le savent aussi.

Le combat douteux de la « Marseillaise »

Nous avons déjà exprimé, dans les colonnes de l'H.R., le jugement négatif que portent tous les marxistes-léninistes, c'est-à-dire les « maoïstes » véritables, sur le caractère de la plupart des actions de la « Gauche prolétarienne ».

Mais nous avons, par nos écrits et nos actes concrets, montré que face à la répression de l'État des monopoles nous nous rangions sans hésiter du côté des victimes de cette répression.

Par ailleurs, la presse révisionniste s'évertue à amalgamer les révolutionnaires dans leur ensemble, avec la G.P. ce qui nous amène de temps à autre à remettre les choses au point.

Ainsi, dans la « Marseillaise-Dimanche » du 31 mai, une page entière est consacrée à la « réfutation (sic) du maoïsme », celui-ci étant réduit « pour la commodité » à la seule « gauche prolétarienne ». Cette tâche a été confiée au droitier Emile Breton.

La lecture de cette étonnante littérature n'est pas dépourvue d'intérêt, en ce qu'elle révèle des contradictions internes chez les révisos.

Ainsi, dans son préambule, Breton porte sur les « gauchistes » (acception réviso du terme) l'appréciation suivante :

C'est ainsi qu'il faut lire l'article qui suit : en aucune façon comme une condamnation globale, un rejet sans appel parmi les « ennemis du peuple » — pour reprendre une formule dont la verbosité des dirigeants de ces « groupuscules » nous accable volontiers.

Mais il faut aussi le lire comme une démonstration que ceux-là mêmes qui leur prêchent cette « action directe » se font, par les armes qu'ils donnent au pou-

voir, par leurs attaques délibérées contre les organisations ouvrières, par les prétextes qu'ils fournissent à la répression, les alliés de leur ennemi — et de notre ennemi : le capitalisme.

Ainsi, la « Marseillaise » reconnaît :

1° Que la jeunesse révolutionnaire n'est pas à ranger parmi les « ennemis du peuple » ;

2° Qu'elle est « l'ennemie du capitalisme ».

Est-ce dieu possible ? Alors que, depuis 1963, « L'Humanité » (blanche), la « Vie (anti-)Ouvrière », « France (pas) Nouvelle », etc., et la « Marseillaise » elle-même seraient que les « pro-chinois » étaient stipendiés de M. Frey (alors ministre de l'intérieur), agents du pouvoir gaulliste, fils de grand bourgeois, éléments corrompus et dégénérés ; Tazzarino, secrétaire de la fédération réviso des Bouches-du-Rhône se couvrit même de ridicule en inventant la fable risible du compte en banque de 100 millions dont disposaient les « pro-chinois » français. Voici que « La Marseillaise » se met à écrire le contraire !

Il faut donc que la base du P«C»F et les travailleurs soient bien rétifs aux canailleries du groupe Marchais-Billoux, pour qu'un quotidien révisionniste important abandonne soudain la position, jusque-là intangible du P«C»F dans sa confrontation avec les marxistes-léninistes et les révolutionnaires.

Bien sûr, le révisionniste Breton reste ce qu'il est. Il n'y a pas longtemps, ses employeurs, Lazzarino et Cie envoyait des nervis faire des coups de main (armée) contre les marxistes-léninistes.

Maintenant, cela ne serait plus possible. Comme dit le proverbe arabe : « la main que tu ne peux pas couper,

baise-là ». Mais les marxistes-léninistes répondent eux par un autre proverbe, français celui-là : « les caresses de chien, ça donne des puces ». La suite de l'article le prouve.

Tout d'abord, pour « réfuter l'accusation d'inertie portée contre le P«C»F, Breton en appelle aux luttes passées, rappelant entre autres les grèves héroïques des mineurs du Gard face au tanks du pouvoir bourgeois, en 1948 (Breton ne va quand même pas jusqu'à rappeler que ces tanks avaient été envoyés par le « camarade » Jules Moch « Unité » d'abord !). Comme si les luttes passées justifiaient les trahisons présentes ! (Au demeurant, il faudrait aussi parler de 1944-1945 et de la capitulation de la Direction du P«C»F devant De Gaulle). Breton se livre ensuite à une fastidieuse comparaison entre 2 tracts, un du groupe G.P. de CODER et un de la cellule P«C»F de la même usine.

N'étant pas directement concernés par cette polémique nous n'en sommes que plus à l'aise pour dire que les travailleurs de Coder, où 30 licenciements sont intervenus récemment (et on en annonce d'autres) attendent tout autre chose que le blabla habituel sur la démocratie avancée. Nos lecteurs savent comment la C.G.T., de concert avec le groupuscule F.O., a paralysé toute réaction des travailleurs contre ces licenciements (voir notre n° 60). Or, que dit le tract du P«C»F cité par Breton ? Ceci :

Agir est indispensable.

Les travailleurs de Coder doivent pouvoir vivre dignement de leur travail. Dans la lutte contre les licenciements, notre Parti, comme il le fait en toute occasion, vous aidera avec ses militants, ses organisations, ses élus, sa

presse, notamment « La Marseillaise ».

« Avec ça, on n'est pas fauchés ! », penseront les licenciés actuels et ceux de la prochaine fournée. D'autant plus que la panacée traditionnelle suit :

Il faut à la France, un changement de politique.

Le programme contenu dans le « Manifeste » du Parti Communiste Français : « pour une démocratie avancée, pour une France socialiste », indique entre autres :

« Une politique sociale avancée implique avant tout que soient progressivement satisfaites les revendications de masses laborieuses, c'est-à-dire : l'aménagement du pouvoir d'achat des salaires, la réalisation du plein emploi pour tous, la réduction du temps de travail, et l'abaissement de l'âge ouvrant droit à la retraite, conditions de l'élimination du chômage et d'une participation effective des travailleurs aux activités sociales, civiques et culturelles. »

Le « Monde » pour une répression plus efficace

Le 17 juin, le « Monde » a fait état, comme d'autres organes de presse, d'individus en civil, participant à la répression des manifestations récentes.

Des photos ont été publiées, qui ne laissent aucun doute là-dessus...

Le « Monde » va-t-il s'élever contre ces « organisations paramilitaires », bien réelles, et que Pompidou - Chaban - Marcellin n'envisagent pas de dissoudre (et pour cause !).

Vous n'y êtes pas... Laissons la parole à notre honorable (?) confrère :

La participation de policiers en civil, que rien ne distingue des manifestants, risque de se retourner contre la répression elle-même dans la mesure où elle enclenche à l'indulgence les tribunaux,

Notre programme n'est pas à prendre ou à laisser ; au contraire, nous voulons le discuter et l'appliquer avec les autres formations de gauche, notamment les socialistes.

Après cinq ans de « démocratie avancée », les patrons exercent directement le pouvoir en Finlande. Quant aux socialistes, les travailleurs marseillais en connaissent quelques-uns : Defferre, Andrieux, Loo, etc., milliardaires, patrons de combat et valets de la bourgeoisie. Alors, ça va comme ça !

Critiquer les actions erronées de la G.P., certes ! Mais nous disons au réviso Breton et à ses patrons : « pas ça et pas vous ! ». Si la ligne de la G.P. est erronée, la vôtre, faite de réformisme, d'électorisme et de ralliement aux valeurs de la classe exploiteuse, est une ligne de trahison à 100 %...

Et nous la dénoncerons comme telle devant les masses avec une vigueur accrue.

sensibles à la confusion et même aux provocations qui peuvent en résulter. Plusieurs procès l'ont bien montré.

Ces Messieurs du « Monde » redoutent que la répression judiciaire ne soit plus ou moins paralysée. Là se bornent leurs préoccupations devant la fasciation de l'état des monopoles. Comme s'il ne savait pas que les juges sont eux aussi « au parfum »...

Quant à la mise en échec de la répression, elle résulte et résultera de plus en plus de l'indignation des masses populaires (on l'a vu, notamment, lors du procès en appel de Frédérique Delange) et non de quelconques scrupules de magistrats bourgeois.

Mais cela, évidemment, le « Monde » ne peut pas le dire.

LE MONDE EN LUTTE

SITUATION EXCELLENTE EN CE DÉBUT D'ÉTÉ 1970

Les années 70 commencent à peine. Pourtant, en quelques mois les impérialistes et réactionnaires et leurs complices révisionnistes ont déjà accumulé les échecs tous plus désastreux les uns que les autres. Rappelons-en quelques-uns.

LE COMMENCEMENT DE LA FIN EN INDOCHINE

Lorsque le 18 mars, les réactionnaires Cambodgiens, téléguidés par la CIA firent leur coup d'état, suivi quelques semaines plus tard par l'intervention des troupes yankees et fantoches sud-vietnamiens contre les prétendus « sanctuaires vietcong », la réaction mondiale trépigna de joie. Nixon avait enfin la victoire à portée de la main. De l'« Aurore » au « Canard enchaîné », tous les plumitifs anti-communistes prophétisaient la prochaine débâcle des forces armées populaires de libération.

Aujourd'hui, au Cambodge, le fantoche Lon Nol isolé dans Phnom Penh se prépare à une fuite précipitée. « Vietcongs » et « Khmers rouges » sont durs à tuer ! Ils ont déjà libéré les 4/5 du pays.

Le gouvernement du F.U.N.K., présidé par Norodom Sihanouk et comprenant toutes les forces révolutionnaires et patriotiques Khmères est déjà reconnu par plus de 20 pays (dont la Chine, l'Albanie, la Corée, la RDVN, la Roumanie, la Yougoslavie, Cuba, la RAU, le Congo-Brazza, etc.). Il dirige effectivement la lutte armée du peuple Khmer contre l'impérialisme yankee et ses fantoches en perte de vue.

Pendant ce temps, dans le pays voisin, les forces patriotiques lao libéraient le plateau des Bolovens, région stratégique capitale, avec les deux chef-lieux de province de Saravane et d'Attopeu. Au Vietnam, les F.A.P.L. montaient plusieurs opérations meurtrières contre l'occupant et ses supplétifs, notamment en occupant une journée entière la ville de Dalat, pendant que les étudiants de Saïgon poursuivaient leur lutte héroïque contre le régime Thieu-Ky.

Dans les pays voisins (Thaïlande, Birmanie, Malaisie) les forces populaires combattantes, dirigées par les partis communistes assésaient de nouveaux coups aux régimes fantoches.

Enfin aux Etats-Unis mêmes, la réaction populaire contre les nouveaux crimes de l'administration Nixon a atteint un niveau sans précédent.

Les flics de Nixon ont tiré, tuant quatre étudiants blancs à l'université de Kent (Ohio) et deux étudiants noirs à Jackson (Mississippi). Dans

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS ETHIOPiens EN FRANCE

Paris, le 10 juin 1970

Lors de son passage à Paris la semaine dernière, l'empereur Haile Sellassié a déclaré à propos de la « côte des Affars et des Issas » : Si la France laissait le territoire de Djibouti, j'espère qu'elle le laisserait à l'Ethiopie, conformément à l'ancien traité entre nos deux pays ».

Il s'agit là d'une visée féodo-impérialiste qui fait de la destinée politique de tout un peuple, l'objet de tractations sordides.

L'Association des Etudiants Ethiopiens en France

— dénonce ce vil marchandage entre le colonialisme français et le régime féodal éthiopien ;

— affirme son entière solidarité avec le peuple de la Côte des Somalis, et le soutient dans sa lutte de libération contre l'impérialisme français ;

— réaffirme son appui au peuple de la Côte des Somalis à déterminer librement sa destinée.

tous les Etats-Unis, des manifestations considérables ont rassemblé des centaines de milliers d'opposants à la guerre impérialiste en Asie du Sud-Est.

Nixon voulait moissonner des lauriers en Indochine. Il n'a récolté que des épines. Commencée contre 15 millions de Sud-Vietnamiens la guerre yankee s'étend inexorablement à toute l'Indochine. Mais si 500.000 soldats yankees n'ont pu venir à bout des 15 millions de Sud-Vietnamiens, combien faudra-t-il donc de soldats pour vaincre 120 millions de Vietnamiens, Lao, Khmers, Thai, Birmans, Malais, etc. ? La réponse est simple : rien ne peut sauver l'impérialisme US de la débâcle. La révolte du peuple américain va la précipiter...

LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DES PEUPLES ARABES PROGRESSE

Les échecs des réactionnaires libanais et jordaniens dans leurs tentatives de liquider les fedayin plongent les impérialistes et les sionistes dans la consternation. Ces derniers sont dans une situation catastrophique. Sur le plan militaire, leurs pertes augmentent régulièrement et leurs « opérations punitives » se soldent par autant de fiascos. Sur le plan économique le déficit chronique du budget israélien grossit à vue d'œil.

La maturité et la force croissante du mouvement de libération national palestinien, l'appui qu'il reçoit des masses populaires de tous les pays arabes mettent en échec les complots des réactionnaires arabes et les manœuvres des révisionnistes soviétiques en vue de « liquider » la question palestinienne sur la base de la résolution scélérate de l'O.N.U., du 22 novembre 1967.

Protégés de Nixon ou de Brejnev, les réactionnaires arabes accumulent défaites sur défaites. Complices objectifs du sionisme, marionnettes de l'impérialisme américain et du social impérialisme russe, ils lutteront jusqu'au bout contre la cause révolutionnaire du peuple palestinien, car ils luttent pour leur survie. Mais l'issue de cette lutte ne saurait faire de doute.

A l'extrémité méridionale du monde arabe, les vaillants guerrilleros du Dhofar ont établi en Arabie du Sud une solide base rouge, et la lutte révolutionnaire s'étend inexorablement à tous les émirats pétroliers, et à l'Arabie Séoudite elle-même. Le Shah d'Iran voudrait bien envoyer ses troupes remplacer les occupants britanniques lorsque ceux-ci s'en iront en 1971. Mais le peuple iranien lui-même n'est pas « sûr »...

ESSOR DE LA LUTTE REVOLUTIONNAIRE DANS TOUTE L'ASIE

D'ailleurs quel peuple est « sûr » pour l'impérialisme en Asie, en ce début de la décennie 1970 ? Le peuple turc ? Le gouvernement réactionnaire d'Ankara, après avoir répandu le sang des étudiants révolutionnaires, vient de faire assassiner des ouvriers par sa police à Istanbul et Izmir, dans le vain espoir d'enrayer la rapide montée du mouvement révolutionnaire turc.

Les peuples de l'Inde ? Justement, l'année 1970, a commencée avec la consolidation de la lutte révolutionnaire de tous les peuples de l'Inde, sous la direction du Parti Communiste marxiste-léniniste indien.

Le peuple japonais ? Ces derniers jours, précisément, la jeunesse révolutionnaire nipponne a organisé dans tout le Japon, de gigantesques manifestations anti-yankees, affrontant avec un courage et une détermination admirables la police de Sato.

En Indonésie, aux Philippines, la situation est pire encore, et elle se dégrade même dans des nations anglo-saxonnes comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, où le moindre officiel yankee ne peut plus faire un pas

dans la rue sans risquer de recevoir des pots de peintures ou des tomates pourries.

L'AMERIQUE LATINE SECOUR LE JOUG

A l'occasion de la mort héroïque du camarade Carlos Marighela à Sao Paulo, nous écrivions dans notre n° 35 que les réactionnaires brésiliens ne chanteraient pas longtemps victoire. Ils viennent justement d'être une nouvelle fois la risée du monde entier. Quarante militants révolutionnaires arrachés à leurs bourreaux ! La junte obligée de faire lire à la radio et à la télé nationales un texte dénonçant ses crimes et appelant le peuple à se révolter ! Les gorilles brésiliens ne sont que des gorilles en papier. Gageons que cette nouvelle démonstration ne sera pas perdue.

L'Argentine a un nouveau général-président. Levingston remplace Onganía, mais la classe ouvrière argentine sait que c'est bonnet blanc et blanc bonnet, et intensifie encore sa résistance active à l'oligarchie au pouvoir.

De l'Uruguay au Mexique, de St-Domingue à la Bolivie, les régimes pro-Yankees chancellent sous les coups des masses populaires. Là où, comme en Colombie, existent des foyers de lutte armée dirigés par des marxistes-léninistes, les forces de répression enregistrent défaite sur défaite.

MONTEE DES LUTTES POPULAIRES EN EUROPE

Le continent européen n'évolue pas différemment du reste du monde.

Certes, les mascarades électoralistes qui ont marqué l'année 1970 dans

des pays comme la Finlande, l'Allemagne Occidentale, l'Italie, l'Angleterre, etc., permettent de duper une partie importante des masses, grâce à la complicité active, ici, des partis sociaux-démocrates, là, des partis révisionnistes. Mais partout éclatent des grèves « sauvages », des patrons sont séquestrés, les étudiants, les petits commerçants, les paysans pauvres se révoltent, et la répression s'avère inefficace.

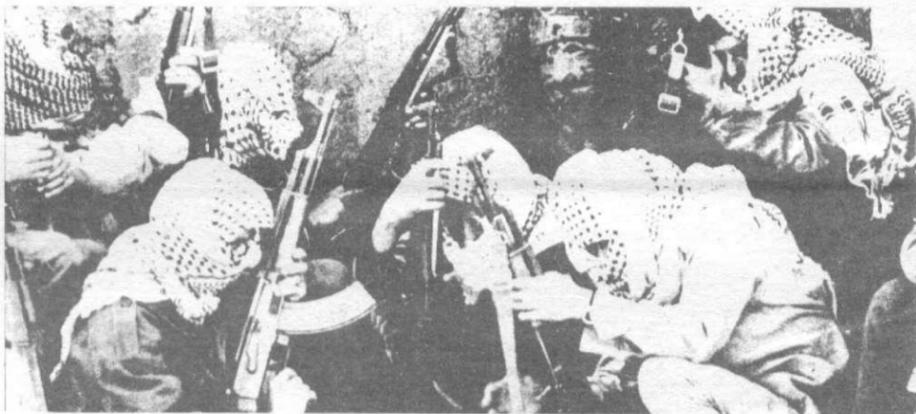
Enfin, en Irlande du Nord, l'occupation militaire des colonialistes britanniques s'avère impuissante à consolider le régime fantoche de Belfast, et à tout moment, la révolte peut éclater de nouveau. Dans la partie de l'Europe dominée par le social impérialisme russe, la situation n'est pas plus brillante. Le peuple tchécoslovaque résiste de moins en moins passivement à l'occupant russe, et en URSS même les nouvelles qui filtrent laissent présager une aggravation de la répression contre les communistes véritables de toutes nationalités.

LA SITUATION EST EXCELLENTE

L'année 1970, première de la décennie, commence sous d'heureux auspices pour les communistes et les révolutionnaires du monde entier, qui auront puisé dans la conquête de l'espace par la Chine Socialiste, un encouragement supplémentaire, et l'assurance que le bastion mondial du socialisme progressait à pas de géant dans tous les domaines.

Oui, la situation est excellente pour les forces révolutionnaires. L'impérialisme américain et tous ses complices sont encore puissants, mais chacun peut désormais voir qu'ils sont perdus.

H.D.



Soldats palestiniens en armes.

Yasser Arafat dénonce le complot américain en Jordanie

Au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée hier à Amman, Yasser Arafat, président du comité central du mouvement de résistance palestinien, a annoncé que le complot tramé récemment par les Etats-Unis en Jordanie pour réprimer les guérilleros palestiniens a échoué, et que l'unité entre les guérilleros palestiniens, le peuple et les soldats patriotes de Jordanie est plus forte que jamais.

Yasser Arafat a déclaré notamment : « La situation dans la capitale jordanienne redevient peu à peu normale, après quelques jours de combat de rue ».

« Les services de renseignements américains ont pensé qu'en nous menaçant avec la 82^e division aéroportée, ils pourraient effrayer la résistance arabe ». « Nous leur souhaitons la bienvenue pour un autre Vietnam ».

« Les Etats-Unis agissent non seulement contre notre peuple palestinien mais encore contre les peuples du monde en lutte pour leur liberté ».

Il a réaffirmé, en conclusion, que le peuple et les guérilleros palestiniens sont déterminés à libérer leur patrie.

« Pour cela, nous écraserons tous ceux qui nous barrent la route ».

Le récent discours provocateur d'Hussein, visant à diviser la résistance palestinienne, n'atteindra pas son but.

Les peuples palestinien et jordanien ont combattu côte à côte le sionisme et la réaction arabe, personnifiés notamment par la dynastie hachemite.

Ils ne se laisseront pas diviser par les marionnettes de l'impérialisme américain... Et pas davantage par les fantoches du social-impérialisme russe.